

l'autre, d'une heure à l'autre même, quels droits allaient être imposés sur les marchandises.

J'ai parlé plus longtemps que je me l'étais proposé. J'ai cité une foule de chiffres; j'ai exposé avec assez de détails un grand nombre des éléments qui influent sur notre situation, mais je veux revenir à des faits fondamentaux. L'état des affaires au pays est inquiétant. A la fin de la prochaine année financière, nous aurons augmenté depuis 1930 notre "hypothèque sur la ferme" de bien plus d'un demi-milliard de dollars. Nous ne vivons pas selon nos revenus, et, de fait, nous n'essayons pas de le faire. Nous voulons de propos délibéré être en présence d'un déficit de près de 100 millions à l'expiration de la prochaine année financière. Nous prétendons réduire les dépenses, mais nous nous y prenons comme si nous essayions d'aplanir une montagne au moyen d'une simple pelle. Pis encore, le commerce de nos produits principaux a périclité d'une manière regrettable, et cependant nous possédons les articles dont l'univers a besoin et qu'il doit avoir. Le Gouvernement admet tout à la fois que nous devons faire quelque chose pour nous aider, et se repose de tout souci, sur une conférence économique impériale. Cependant, le pays n'en est pas moins plongé dans le marasme. Le premier ministre, dans un récent discours, faisant allusion aux observations qui ont été présentées au sujet d'un changement de politique, a demandé: "Oserons-nous le faire?"

Il a déclaré, l'autre soir, à la Chambre que l'on peut regarder les Chemins de fer nationaux canadiens comme étant sous séquestre. Et maintenant, le ministre des Finances (M. Rhodes) prétend qu'à moins que la conférence économique de l'univers ne fasse quelque chose, la liquidation sera inévitable. Voilà du nouveau en ce qui regarde les affaires du pays, mais ces paroles ne sont pas mieux accueillies pour cela. Le budget, du commencement à la fin, reflète cet esprit pessimiste. Cet exposé budgétaire nous conseille de rogner les dépenses, d'imposer de nombreuses taxes et d'attendre le retour de la prospérité au lieu de prendre des mesures énergiques pour revenir aux beaux jours d'autrefois. Je proteste contre cette attitude inspirée par la crainte. Cependant, je fais luire un rayon d'espoir aux yeux du Gouvernement, non pas à cause de sa conduite depuis deux ans, car ce serait impossible, mais je lui communique un message d'espérance pour le Dominion de la part du peuple canadien.

Lorsque le premier ministre et le ministre des Finances parlent de séquestre et de liquidation, je leur rappellerai que l'Angleterre s'est exposée à perdre le suprématie financière de l'univers en abandonnant l'étalon-or. Je leur

[L'hon. M. Ralston.]

rappellerai que les Etats-Unis, il y a quelques semaines seulement, en dépit des inconvénients et de l'humiliation que cela leur causait, ont fermé les portes de toutes leurs banques, du Massachusetts à la Californie, et de la 49^e parallèle au golfe du Mexique, parce qu'ils ont cru que c'était nécessaire. Les Américains ont osé cela, dans l'expectative d'heureux résultats. Je dis au premier ministre...

Le très hon. M. BENNETT: Nous suggérez-vous de les imiter?

L'hon. M. RALSTON: Le peuple canadien est impatient, irrité et déterminé, et il osera faire ce que le Gouvernement ne veut point. Si le Gouvernement ne montre pas la voie au peuple, celui-ci la lui indiquera. Les Canadiens sont prêts à accepter toute mesure raisonnable de nature à mettre en ordre notre maison nationale, et donner de la vie à nos manufactures, à l'exploitation des forêts, des mines, de la terre et au commerce maritime. Mais ils se refusent de demeurer dans la position où ils sont depuis deux ans et demi, défendant les tranchées sous le feu de l'ennemi, de plus en plus terrible et destructeur de mois en mois, tandis que le Gouvernement les empêche d'avancer en mettant devant eux des obstacles de fil de fer barbelé, sous forme de restrictions commerciales.

Il faut sortir de l'inaction et s'attaquer, non pas au marché, mais à la dépression. Si le Gouvernement ne s'y attaque pas bientôt, il n'aura pas raison d'être surpris s'il perd la direction de l'Etat. Le peuple canadien endurera le malheur, mais il n'endurera pas l'inaction, trop évidente actuellement. Le pays demande que le Gouvernement fasse preuve du courage qu'il réclame des contribuables. Le pays somme le Gouvernement de quitter son réduit, de se secouer, et de donner au peuple l'inspiration qu'il mérite. Le Gouvernement demande au peuple de nouveaux sacrifices et des contributions additionnelles. Le peuple compte que le Gouvernement fera sa part des sacrifices; et le meilleur sacrifice qu'il puisse faire actuellement, c'est celui de son orgueil et d'une bonne partie de cette présomption qui l'a rendu si dédaigneux de toutes propositions autres que les siennes. J'entends par là son refus, jusqu'à présent, d'étudier sérieusement la question monétaire, la question du change et de la circulation monétaire, et cette idée que notre système bancaire, bon en soi, est quelque chose de sacro-saint qui défie tout progrès. Le cabinet s'est appliqué à fermer notre marché à de bons clients, pour constater ensuite que le marché domestique, comme on dit, ne pouvait absorber notre blé et les autres céréales, le bois, le poisson, la fourrure, et le cuivre, qu'il faut garder en réserve jusqu'à ce que nous